

Le chaos malien menace tout le Sahel

Fragilisé depuis le 22 mars par un coup d'État militaire, le Mali est menacé de partition, voire d'explosion, après l'offensive de grande ampleur menée, le week-end dernier, par la rébellion touarègue. Soutenu sporadiquement par des groupes d'islamistes, notamment d'Al-Quaïda au Maghreb islamique (Aqmi), le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) a conquis toutes les villes du nord du pays, menaçant de contrôler ce territoire désertique grand comme la France dont les Touaregs revendiquent l'indépendance.

La déstabilisation du Mali a monopolisé l'attention des dirigeants de l'Afrique de l'Ouest, réunis lundi 2 avril à Dakar en marge de l'investiture du nouveau président sénégalais Macky Sall. C'est le second sommet que la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) consacre, en quatre jours, à la situation, preuve que la tourmente politique au Mali menace l'ensemble de la région. L'Afrique de l'Ouest se remet à peine des soubresauts en Côte d'Ivoire, en Guinée, voire au Sénégal. L'effondrement du Mali pourrait embraser tout le Sahel et entraîner d'autres pays, du Burkina Faso au Niger.

Les pressions économiques de la Cédéao ont, certes, incité la junte militaire à prendre « **l'engagement solennel** » de rétablir la Constitution et les institutions républicaines suspendues lors du coup d'État. Mais les putschistes maliens ont bien l'intention de gagner du temps et de « **permettre une transition dans de bonnes conditions** » jusqu'à l'organisation de nouvelles élections. Pas question, en tout cas, de rétablir dans ses prérogatives le président Amadou Toumani Touré, déposé le 22 mars en raison d'une politique jugée inefficace contre la rébellion touarègue.

Urgence militaire

En attendant une solution politique, c'est l'urgence de la situation militaire qui inquiète les communautés africaine et internationale. Le Conseil de sécurité des Nations unies a plaidé pour « **l'intégrité territoriale du Mali** ». Mais que peut valoir la mise en état d'alerte de 2 000 hommes par la Cédéao face à des milliers de rebelles lourdement équipés grâce aux armes rapportées de Libye par les anciens mercenaires à la solde du clan Kadhafi ? L'armée malienne n'a opposé aucune résistance, au prétexte d'un « **repli stratégique** » vers Bamako, au sud.

Paris n'enverra pas de soldats sur le terrain, a fait savoir Alain Juppé. Seulement « **une aide logistique ou de formation** », a précisé le chef de la diplomatie française, hier, à Dakar. Il est vrai qu'il n'existe pas d'accord de défense entre la France et le Mali. Et que la présence dans les dunes sahéliennes de six otages français détenus par Aqmi rend la situation encore plus délicate, les contacts avec les ravisseurs passant essentiellement par des intermédiaires touaregs.

Une issue politique à la crise malienne est d'autant plus incertaine que la rébellion en cours n'est qu'une nébuleuse. Au-delà du principal mouvement touareg, le MNLA, qui veut limiter sa conquête à la moitié nord du Mali - le territoire revendiqué de l'Azawad - il existe des groupes d'inspiration religieuse. Le mouvement Ansar Dine prône, par exemple, l'instauration de la charia sur tout le Mali. D'autres groupuscules dissidents, comme le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), flirtent plus clairement avec Aqmi. Pour de nombreux experts, celle-ci compte bien profiter de ce chaos pour s'implanter davantage dans la région.

Julien REDON